

## AKTUELL

PACTE SUR LA MIGRATION ET L'ASILE

# L'acceptation d'un pacte violant les droits humains

María Elorza Saralegui

**Six mois de pression, une opposition ignorée et peu de place pour négocier. Des documents confidentiels dévoilent comment des député-es européen-nes ont été contraint-es d'accepter un pacte qu'ils et elles avaient pourtant qualifié d'« inhumain ».**

Après six mois de pression, le Luxembourg ainsi que quelques autres États membres, dont l'Allemagne et le Portugal, qui avaient fait opposition, ont finalement accepté d'inclure une disposition controversée dans le Pacte sur la migration et l'asile de l'Union européenne. Ce dernier légalise ce qu'un député du Luxembourg avait jugé « hors de question » : la détention d'enfants migrants sans limite d'âge et leur enfermement dans des centres de détentions aux frontières de l'UE. Si, parmi d'autres points controversés, cette disposition figure dans le texte final voté en décembre 2023, c'est aussi en raison de la pression exercée par un groupe d'États membres, révèle une nouvelle recherche du collectif de journalistes Investigate Europe, publiée le 14 février. En tête de ce groupe de pression : la France et les Pays-Bas.

Les cinq règlements du nouveau Pacte sur la migration et l'asile sont destinés à renforcer le contrôle et limiter le nombre de nouveaux arrivant-es aux frontières de l'UE. Proposé par la Commission européenne en 2020, une version finale du controversé pacte avait été acceptée par le Conseil de l'UE et le Parlement européen à la fin de l'année passée. La proposition originale inclut la rétention de mineur-es de plus de douze ans, ainsi que de leurs familles. Jusqu'à l'heure actuelle, les mineur-es migrant-es doivent bénéficier d'une prise en charge des services de protection de l'enfance dans les pays d'accueil. Selon des documents confidentiels sur les négociations tenues entre mai et décembre 2023, obtenus par Investigate Europe, c'est justement cette disposition sur laquelle le groupe s'est acharné.

Alors que publiquement le ministre français de l'Intérieur, Gérald Darmanin, faisait valoir que le texte mènerait à une meilleure protection des mineur-es, la France tout comme les Pays-Bas ou encore Malte se sont employés, lors des échanges à huis clos, à durcir la mesure et supprimer l'exemption faite pour les mineur-es de moins de douze ans. Dans une réu-

nion en mai 2023, le gouvernement français déclarait ainsi que les enfants non-accompagné-es représentaient « un risque majeur pour la protection de nos frontières ».

## Une violation des droits de l'enfant

Ils ne s'agit pas du seul point controversé inclus dans ce pacte. La société civile a rapidement réagi face à des dispositions excluant les frères et sœurs du cadre « famille », de mesures accélérant les renvois ou de celles permettant de relever les données biométriques des mineur-es de plus de six ans – y compris par des méthodes de « coercition », terme vague et indéfini dans le texte. « Le pacte favorise la détention, les refoulements et le profilage racial, ce qui porte atteinte au droit humain fondamental de protection », se sont alarmées 55 organisations dans une lettre ouverte publiée en décembre. Le rapporteur spécial des Nations unies sur les migrations, Gehad Madi, a pour sa part adressé une lettre aux président-es des trois institutions européennes, Ursula von der Leyen, Roberta Metsola et Charles Michel, avertissant que la disposition légalisant la détention d'enfants est contraire à la Convention internationale des droits de l'enfant.

Les discussions pour négocier ayant été limitées et les arguments des États qui y étaient opposés, comme l'Allemagne et le Luxembourg, ainsi que les avertissements de la société civile ignorés, le pacte a finalement été accepté en décembre par tous les gouvernements « dans l'intérêt du compromis », comme l'a diplomatiquement déclaré un porte-parole du gouvernement luxembourgeois. Selon le député européen des Verts Damien Carême, cité par Investigate Europe, le lobbying vise surtout à obtenir le soutien de l'opinion publique avant les élections européennes de juin. Le Parlement européen se prononcera sur le Pacte en avril. Si le texte est approuvé, il légalisera l'enfermement de mineur-es dans des centres situés aux frontières, où sont aussi détenus des adultes dont les conditions de rétention ont à maintes fois été dénoncées (woxx 1600).

## Besserer Zugang zu Sozialhilfen

(tj) - Staatliche Beihilfen werden hierzulande in unzureichendem Maße in Anspruch genommen – so lässt sich das Ergebnis einer von der Salariatskammer (CSL) in Auftrag gegebenen und von Liser und Statec durchgeführten Studie zusammenfassen. Nur 60 Prozent der Berechtigten fragen laut Studie die Allocation de vie chère an, nur 20 Prozent den ihnen zustehenden Mietzuschuss. Der Befund ist umso alarmierender, weil es hier um Menschen in prekären Lebenslagen geht. Wie aus den im Rahmen der Studie durchgeführten Interviews mit 40 Betroffenen hervorgeht, ist diese Schieflage in erster Linie auf den bürokratischen Aufwand zurückzuführen, der mit der Beantragung von Hilfsleistungen einhergeht. Viele Betroffene wüssten zudem schlicht nicht, dass sie ein Anrecht auf die jeweiligen Unterstützungsmaßnahmen haben. Aus den Studienresultaten leiten die Forscher\*innen mehrere Empfehlungen ab, allen voran ein verbesserter Informationszugang und vereinfachte, beschleunigte Prozeduren. Zudem solle die Erneuerung von Anfragen automatisiert und die Einrichtung eines Guichet unique veranlasst werden. Auch eine grundlegende Evaluierung bezüglich Zugangsberechtigung und Sozialhilfe in Luxemburg wird von den Verfasser\*innen der Studie empfohlen.

## Extradition de Julian Assange : l'ultime chance

(fg) – Julian Assange saura au plus tôt le 4 mars si son appel contre son extradition vers les États-Unis est accepté ou rejeté par la Haute Cour de Londres, qui a examiné son recours au cours de deux jours d'audience, mardi et mercredi. Il s'agit de la dernière chance du fondateur de WikiLeaks devant la justice britannique pour empêcher sa remise aux autorités américaines, qui le poursuivent pour avoir publié, en 2010 et 2011, des centaines de milliers de documents classifiés. Son extradition avait été avalisée par les autorités britanniques en 2022. Il est détenu depuis plus de quatre ans à Londres, après sept ans passés dans l'ambassade d'Équateur au Royaume-Uni, où il s'était réfugié. L'Australien de 52 ans est sous le coup de 18 chefs d'inculpation, principalement pour espionnage, et risque jusqu'à 175 ans de prison s'il est condamné. Julian Assange, dont la santé décline de plus en plus, n'a pas assisté aux audiences, au cours desquelles ses défenseurs se sont attachés à démontrer la qualité journalistique de ses publications, la nature politique de ses activités ainsi que le risque d'un procès inéquitable aux États-Unis. L'avocate de Washington a, au contraire, nié l'intérêt public des révélations et affirmé une nouvelle fois, sans apporter de preuve, qu'elles ont mis en danger la vie d'informateurs et d'espions américains. Si Julian Assange gagne son appel, un nouveau procès aura lieu sur le fond. Dans le cas contraire, il ne lui restera comme ultime recours que la Cour européenne des droits de l'homme.

## Leggeri pusht zurück

(tf) – Unter seiner Verantwortung hat Frontex die illegale Zurückweisung von Flüchtlingen (Pushbacks) geschehen lassen und sich teils sogar aktiv daran beteiligt; er selbst hat systematisch die Kontrolle der Einhaltung von Menschenrechten in seiner Behörde hintertrieben: Fabrice Leggeri, von 2015 bis 2022 Leiter der EU-Grenzschutzagentur. In Brüssel hatte man trotz der Vorwürfe hartnäckig an ihm festgehalten. Im April 2022 trat er dann schließlich doch zurück, um einem Rauswurf zuvorzukommen: Die EU-Betrugsbekämpfungsbehörde Olaf ermittelte und hat die Vorwürfe später bestätigt (die woxx hat vielfach darüber berichtet, zuletzt in „Schild und Schwert“, woxx 1707). Nun bekennt der Franzose politisch Farbe und tritt für den „Rassemblement National“ (RN) bei den Europawahlen an. Das gab er am vergangenen Samstagabend bekannt. „Er wolle „die migrantische Überflutung“ Europas bekämpfen, so der 55-Jährige und wetterte im „Journal du Dimanche“ gegen die „Eurokraten“. Wo man ihm wegzuschauen vorwarf, hatte er also all die Jahre genau hingesehen, nur erkannte er in dem Vorgehen kein Problem, sondern die Lösung. Auch bei seinem Rücktritt hatte Leggeri zu verstehen gegeben, er habe nur so gehandelt, wie von EU-Kommission und -Rat von ihm erwartet. „Le Monde“ hatte bereits im Mai 2022 gemutmaßt, ein Besuch Leggeris in Straßburg habe der Kontaktaufnahme zu den verschiedenen Rechtsparteien im EU-Parlament gegolten. Leggeri werde „verfolgt“, hatte RN-Parteipräsident Jordan Bardella damals getwittert, ohne ihn werde Frontex „une agence d'accueil pour migrants clandestins, dans une Union européenne guichet social“. Auf Listenplatz drei darf der Ex-Beamte nun fest mit einem Einzug ins Europaparlament rechnen. Dort wird Leggeri wohl auch zum Symbol dafür werden, wie scheinheilig der aus der politischen Mitte der EU geführte Kampf gegen Rechtsaußen ist (woxx 1774).